

COMMUNE DE PREMANON
CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{er} juin 2021
NOTICE EXPLICATIVE

FINANCES - Bail TDF, les Tuffes

La Commune de Prémanon est propriétaire en indivision avec Longchaumois de parcelles au lieu-dit « Les Tuffes » sur lesquelles TDF (Société Télédiffusion de France) a installé et exploite une antenne. Actuellement, TDF verse un loyer annuel de 6000€.

Les communes de Prémanon et de Longchaumois ont signé une convention avec l'entreprise JFG consulting, pour un accompagnement dans la négociation de ce bail.

Le bail concerne :

- La parcelle AY n°61
- Un terrain de 32m² sur la parcelle AYn°63

A l'issue de cette négociation, un nouveau bail est proposé par TDF aux conditions suivantes :

- Bail de 20 ans, à compter du 01/01/2021
- Un loyer annuel qui s'élève à 21 200€ à ce jour, composé de la manière suivante :
 - Une partie fixe de 7 000€
 - Une partie variable forfaitaire, de 1300€ par multiplex TNT
 - Une partie variable forfaitaire de 1000€ par programme de radio FM
 - Une partie variable forfaitaire de 3200€ par opérateur de communications électroniques fournissant un service de téléphonie mobile.

Pour rappel, le montant du loyer est partagé entre les 2 communes : 75% pour Longchaumois, 25% pour Prémanon.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *D'APPROUVER le bail proposé par TDF en date du 15 avril 2021,*
- *D'AUTORISER le Maire à signer le bail,*
- *De MANDATER le Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.*

URBANISME - Cession terrain STUART/CLIMONET

Suivant l'avis de la commission urbanisme du 29 avril 2021, et après avoir reçu l'accord des STUART et des CLIMONET, il est proposé que la Commune de PREMANON cède, conformément à la proposition de division établie par le Cabinet COLIN le 09/07/2020 :

- Une parcelle de 169m² issue de la parcelle AO 341 à Monsieur et Madame STUART au prix de 170€/m² ;
- Une parcelle de 17 m² issue de la parcelle AO 341 à Monsieur et Madame CLIMONET, au prix de 170€/m².

Les frais de géomètre et de notaire étant à la charge des acheteurs.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE DECIDER de céder ces parcelles à M. et Mme STUART et M. et Madame CLIMONET au prix de 170€/m²*
- *DE FACTURER les frais de géomètre aux acheteurs à hauteur de 50% chacun*
- *D'AUTORISER le Maire à faire établir les actes correspondants et à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.*

URBANISME - Echange terrain HERBILLON

La résidence de Monsieur HERBILLON, implantée sur la parcelle AD 44, chemin de Félie ne dispose d'aucun terrain attenant, puisque cette parcelle est entourée de terrains appartenant à la commune de Prémanon.

A la demande de Monsieur HERBILLON, et suite à la réalisation d'un plan de division foncière et de bornage ainsi que d'un PV de bornage par Nicolas LAMY, géomètre expert :

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE CEDER la parcelle AD 153, de 9a 03ca et la parcelle AD 151 de 25a 16 ca à Monsieur HERBILLON Yohan, en échange des parcelles AD n°6 et AD n° 7 de 855 m² et 4290 m²,*
- *DE PRECISER que les frais d'actes et de géomètre seront à la charge de M. HERBILLON,*
- *D'AUTORISER le Maire à faire établir les actes correspondants et à signer toutes les pièces afférentes à cette affaire.*

URBANISME - Acquisition parcelles chemin de la Halle

Depuis de nombreuses années, la Commune de PREMANON a pour projet d'acquérir des parcelles chemin de la Halle actuellement occupées par le réseau de voirie.

Une première délibération, en date du 29 novembre 1996 autorisait le Maire à signer le document d'arpentage.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE DECIDER d'acquérir les parcelles cadastrées -Section AS n°180, AS n°182, AS n°185, AS n°187, AS n°189, AS n°190, AS n°192, AS n°193, AS n°195, AS n°198, AS n°169, au prix de l'Euro symbolique ;*
- *DE PRENDRE EN CHARGE les frais de géomètre et frais d'actes relatifs à cette affaire,*
- *De MANDATER le Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.*

URBANISME - Déclassement de voirie parcelle PEV (parcelle AO n°538)

Le déclassement d'une voie communale s'opère par simple décision du conseil municipal dès lors que les conditions de desserte et de circulation ne s'en trouvent pas impactées.

Conformément au plan de division et de bornage établi par le Cabinet COLIN en date du 05/10/2020, étant donné le projet d'aménagement de l'OPH – Maison pour tous sur cette parcelle, il est proposé de rattacher la parcelle AO540 à la parcelle AO 538, et donc de la déclasser du domaine public pour qu'elle relève du domaine privé communal.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE CONSTATER que les conditions de desserte et de circulation ne se trouveront pas impactées par le déclassement de la parcelle AO-540 et son rattachement à la parcelle AO-538*
- *De DECIDER le déclassement du domaine public de ladite parcelle pour qu'elle relève du domaine privé communal sans enquête publique préalable conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du code de la voirie routière*
- *De MANDATER le Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.*

URBANISME - Déclassement voirie rue du Petit crêt (parcelle AO n°535)

Conformément au plan de division et de bornage établi par le Cabinet COLIN en date du 24/06/2020, étant donné le projet de cession d'une bande de terrain à Monsieur COQUELET et Madame RACINE, approuvé par délibération du 10 décembre 2020, il est proposé de déclasser la parcelle AO n° 535 du domaine public pour qu'elle relève du domaine privé communal, avant de procéder à la cession de ce terrain.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE CONSTATER* que les conditions de desserte et de circulation ne se trouveront pas impactées par le déclassement de la parcelle AO n°535
- *De DECIDER* le déclassement du domaine public de ladite parcelle pour qu'elle relève du domaine privé communal sans enquête publique préalable conformément aux dispositions de l'article L.141-3 du code de la voirie routière
- *De MANDATER* le Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

TRAVAUX, VRD - Travaux d'électrification, d'éclairage public et d'infrastructures de communications électroniques - Subvention du SIEDEC - Convention de maîtrise d'ouvrage unique

La Commune de PREMANON a mobilisé le SIEDEC afin de profiter des travaux prévus par le syndicat mixte du canton de Morez sur le réseau d'assainissement pour réaliser l'enfouissement des réseaux secs aux Rivières.

Cette opération sera également mutualisée sur certains secteurs avec le syndicat des eaux du plateau des Rousses, et le Conseil départemental pour le déploiement de la Fibre optique.

Il convient d'approuver la convention de maîtrise d'ouvrage unique avec le SIEDEC pour la réalisation de ces travaux.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE VALIDER* le programme de travaux
- *D'APPROUVER* le projet de convention, et notamment les conditions de participation financières précisées en annexe et résumées ci-dessous :

NATURE DES TRAVAUX	MONTANT DE L'OPERATION en €	PARTICIPATIONS en €	MONTANT SIEDEC en €	PARTICIPATION COLLECTIVITE en €	AVANCE DE LA COLLECTIVITE SUR PARTICIPATION
RESEAU ELECTRIQUE	175 025.31 Plafonné à 70 000.00 HT	TVA Récupérable: 26 839.93	53 690.00	94 495.38	75 600.00
ECLAIRAGE PUBLIC	15 315.52 Plafonné à 15 120.00	-	3 780.00	11 535.52	9 230.00
INFRASTRUCTURE TELEPHONIQUE	22 952.25 Plafonné à 16 800.00	-	3 360.00	19 592.25	15 670.00
Montant total	213 293.08	-	60 830.00	125 623.15	100 000

Ainsi que les modalités de versement la participation financière de la collectivité précisées à l'article 4.3 de la convention :

- 80% à la date exécutoire de la présente convention ;
- 20% à l'achèvement des travaux.
- *DE DIRE* que les dépenses liées à la présente décision sont prévues au Budget principal de la Commune
- *D'AUTORISER* Monsieur le Maire à demander une subvention au SIEDEC selon les termes susvisés et à signer tout document relatif à cette affaire.

TRAVAUX, VRD – SIEC : mise à disposition de Services pour l'élaboration du SCDECI

Le SIEC a été retenu en 2018 pour une mise à disposition de services afin de réaliser la mission suivante : assistance pour l'élaboration du Schéma Communal de DEfense Contre l'Incendie (SCDECI).

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *D'ACCEPTER la mise à disposition de services du SIEC pour l'opération visée ci-dessus*
- *DE PRENDRE ACTE que l'estimation prévisionnelle des frais (hors champ de TVA) qui seront à rembourser au SIEC pour cette mise à disposition de services s'élève à 3 474€ ;*
- *DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2021,*
- *De MANDATER le Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.*

ENFANCE, VIE SCOLAIRE, JEUNESSE - Mise en place des goûters à l'accueil de loisirs

La Commission enfance, vie scolaire jeunesse lors de sa réunion du 2 mars 2021 a souhaité mettre en place des goûters pour les enfants de l'accueil de loisirs, à compter de la rentrée de septembre 2021. Cela signifie que la commune se chargera de proposer chaque jour un goûter complet et équilibré à tous les enfants qui restent à l'accueil de loisirs le soir après l'école, et le mercredi après-midi.

Le règlement intérieur de l'ALSH sera modifié pour prendre en compte ce nouveau service.

Il est proposé que le coût de ce nouveau service soit refacturé aux familles, à hauteur de 0.25€ par enfant et par goûter.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *DE DECIDER de mettre en place ce nouveau service de goûter à l'accueil de loisirs, à compter du 1^{er} septembre 2021,*
- *DE MODIFIER le règlement intérieur de l'ALSH pour prendre en compte ce nouveau service,*
- *DE FACTURER ces goûters au tarif unique de 0,25€ par jour et par enfant,*
- *DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2021,*
- *De MANDATER le Maire pour signer toutes les pièces relatives à ce dossier.*

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA STATION DES ROUSSES - prise de compétence « mobilité » et révision des statuts

La CCSR a délibéré le 24 mars 2021 pour prendre la nouvelle compétence mobilités.

Par ailleurs, la CCSR a souhaité réviser ses statuts afin de :

- Tenir compte de cette prise de compétence mobilité ;
- Prendre la compétence « emploi-insertion professionnelle » permettant de participer au financement de la mission locale ;
- Consolider les statuts actuellement composés de deux arrêtés préfectoraux ;
- Corriger des éléments qui n'étaient plus à jour suite à des changements de législation et de réglementation.

Il sera proposé au conseil Municipal :

- *D'ACCEPTER la prise de compétence mobilité et la révision des statuts de la Communauté de communes de la Station des Rousses Haut-Jura.*